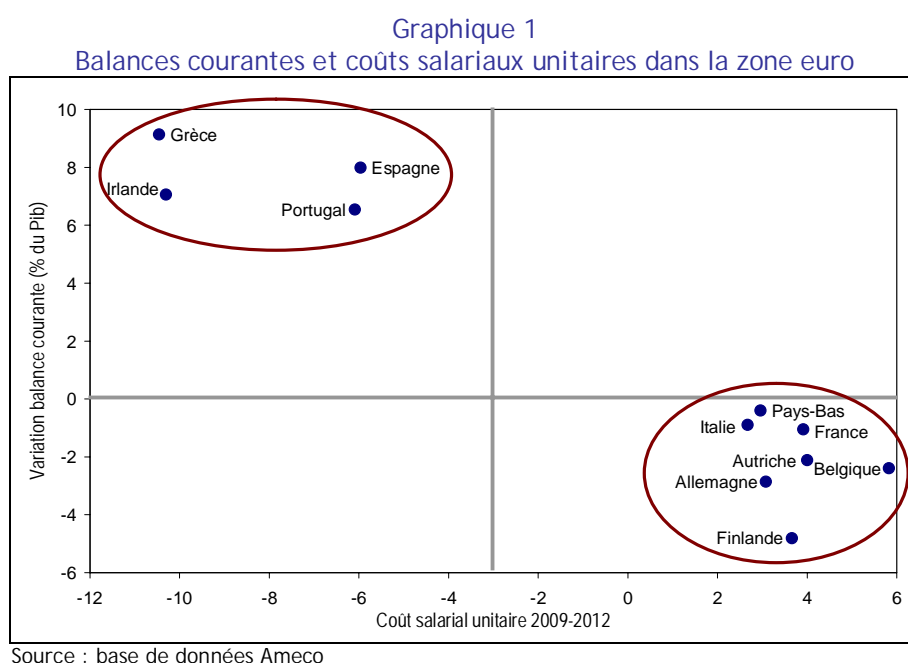


Compétitivité et récession dans la zone euro

note [hussonet](#) n°58, 26 février 2013

Pour corriger les déséquilibres économiques mesurés par le déficit extérieur de chaque pays, les institutions européennes préconisent de rétablir la compétitivité par une « dévaluation interne » autrement dit par l'austérité salariale.

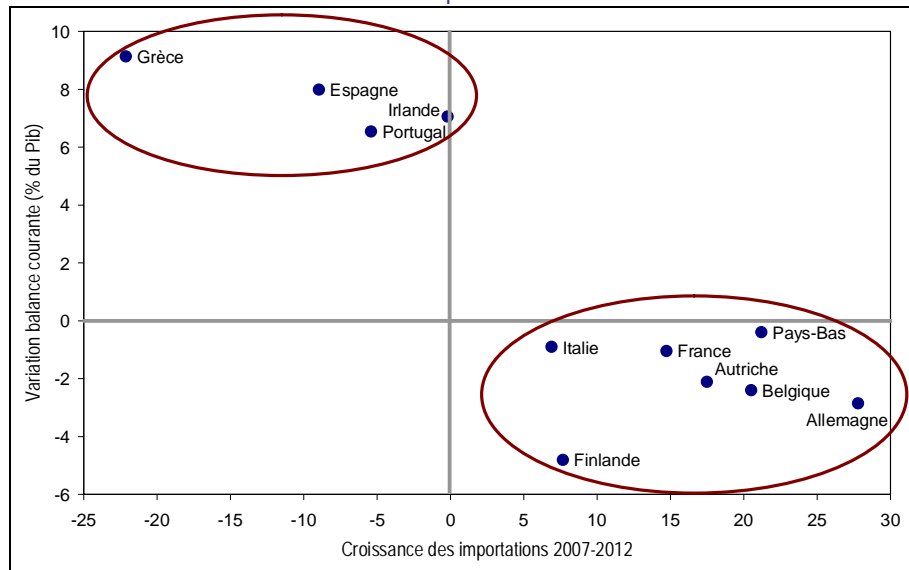
Apparemment, cela a l'air de fonctionner (graphique 1) : la corrélation est très nette ($R^2=0,905$). En fait, deux groupes de pays peuvent être distingués au sein de la zone euro. Quatre pays (Espagne, Grèce, Irlande, Portugal) ont réduit leur coût salarial unitaire entre 2009 et 2012 et ont, dans le même temps, amélioré leur balance courante en proportion du Pib.



Mais il s'agit d'une illusion d'optique et d'un bon exemple de la difficulté de sauter trop vite d'une corrélation à une causalité. Il y a en effet deux façons pour un pays d'améliorer sa balance courante : soit en augmentant ses exportations, soit en réduisant ses importations. Tout est fait évidemment pour privilégier le premier mécanisme et suggérer que la baisse du coût salarial a les effets attendus, autrement dit un surcroît d'exportations grâce à une meilleure compétitivité-prix.

En réalité, c'est l'autre chaîne causale qui fonctionne : les quatre pays qui ont amélioré leur balance courante ont obtenu ce résultat parce que leurs importations ont chuté en raison de la récession qui les a frappés (graphique 2).

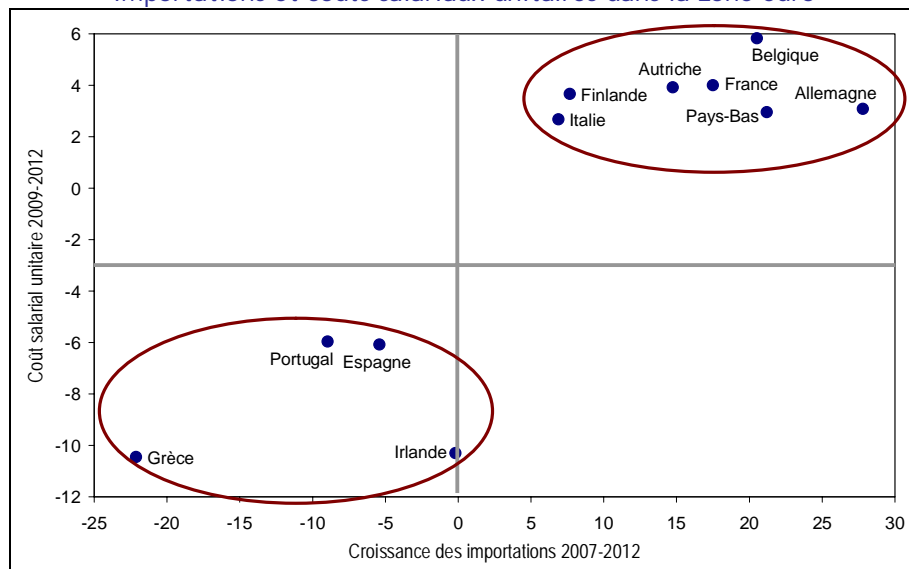
Graphique 2
Balances courantes et importations dans la zone euro



Source : base de données Ameco

En fait, l'Espagne, la Grèce, l'Irlande et le Portugal se voient imposer un traitement commun : des mesures d'austérité drastiques, qui les plongent dans la récession. Leur coût salarial unitaire et leurs importations baissent en même temps et on retrouve la même configuration (graphique 3).

Graphique 3
Importations et coûts salariaux unitaires dans la zone euro



Source : base de données Ameco

Le second résultat de ce rapide examen est l'opposition très nette entre deux groupes de pays. Il y a ceux à qui on inflige une double peine. Et il y a les autres qui (pour l'instant) s'en dispensent : entre 2007 et 2012, leurs coûts salariaux unitaires ont augmenté et leur balance courante s'est dégradée, ce qui signifie qu'ils ont été relativement moins soumis à des politiques récessionnistes.